

Développement régional

étaient de 49 569 000\$. D'après le Budget des dépenses, seulement 794 000\$ ont été mis de côté en vertu de cette entente. C'est renversant, surtout que l'avenir du Canada dépend tellement de nos ressources forestières. C'est une partie importante des ressources de base canadiennes, en particulier dans ma circonscription de Cape Breton Highlands—Canso.

C'est un débat important et j'encourage les députés qui vont y participer à insister sur le fait que nous ne devrions pas nous borner à envisager l'opportunité d'accroître les dépenses au titre de l'expansion régionale, mais montrer que le gouvernement prend la question au sérieux et qu'il est disposé à faire preuve de plus de générosité dans ce domaine.

M. Walter Van de Walle (St-Albert): Madame la Présidente, une étude de l'histoire politique du développement régional au Canada révéleront que les gouvernements fédéraux successifs ont pour la plupart lamentablement échoué dans leurs tentatives d'uniformiser les possibilités et le développement économiques de toutes les régions du pays. Pareille étude montrerait que, depuis la Confédération, des Canadiens représentant diverses régions du pays sont régulièrement venus à Ottawa exposer leurs problèmes et solliciter l'aide du gouvernement fédéral pour les résoudre.

La réponse du gouvernement fédéral, quoique habituellement sympathique, n'a jamais été suffisante et les disparités régionales qui en ont résulté se sont perpétuées et, dans la plupart des cas, se sont aggravées. Et cela, parce que le gouvernement fédéral n'a jamais su établir une politique globale en matière de développement régional. Il s'en est suivi des efforts ponctuels plutôt dispersés. Le gouvernement fédéral avait aussi tendance à croire que toute politique est valable dans tout le pays, c'est-à-dire que ce qui est bon pour une région devrait l'être pour une autre. Pareille façon de voir ne tient pas compte des besoins régionaux, car elle n'est pas à l'écoute des préoccupations régionales. Le gouvernement fédéral était pratiquement insensible aux réalités économiques. Des gouvernements fédéraux successifs ont eu beau recevoir les représentants des régions et se faire exposer leurs problèmes, ils ne les ont jamais vraiment écoutés.

Je suis fier d'appartenir à un gouvernement fédéral qui a mis un terme à cette tendance dépassée. Il y a cinq ans, à Prince-Albert, en Saskatchewan, le premier ministre (M. Mulroney) a pris 52 engagements à l'égard des Canadiens de l'Ouest et il les a tous tenus, sans compter beaucoup d'autres. Ces promesses tenaient compte des problèmes et des besoins des Canadiens de l'Ouest.

Le programme de diversification de l'économie de l'Ouest fait partie intégrante des ces engagements envers l'Ouest. Il est conçu de façon à permettre aux Canadiens de l'Ouest d'accéder directement et de participer à la prise des décisions fédérales qui influent directement sur leur situation socio-économique.

Le premier ministre a dit que désormais, les décisions touchant l'Ouest canadien se prendront, non pas à des milliers de milles de là, mais sur place, comme il se doit. Voilà comment le gouvernement voit le développement régional. Son approche comporte trois éléments de base: une politique influencée par la région, un programme conçu par la région et un programme appliqué par la région.

Les réalités régionales du Canada exigent que le gouvernement crée des établissements spécialisés qui répondent à des besoins spéciaux. Ces établissements doivent donc être dirigés par la région et non par Ottawa. Pour atteindre ce but, il leur faut les ressources nécessaires.

Conformément à ce principe, le gouvernement a créé un fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario. Il a aussi créé l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique, qui est chargée d'attribuer l'aide fédérale aux provinces de l'Atlantique. Le 4 août 1987, le premier ministre a annoncé l'Initiative de diversification de l'économie de l'Ouest, ainsi que la création du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest, dont le siège social se trouvera à Edmonton, des bureaux régionaux à Vancouver, Saskatoon et Winnipeg et un bureau de liaison à Ottawa. Le nombre de demandes de renseignements et de propositions présentées aux divers bureaux dépasse de loin les attentes du gouvernement à l'égard d'un programme de cette nature.

• (1740)

Mon collègue, l'hon. ministre de la Défense nationale (Bill McKnight), qui a fait un travail remarquable dans le lancement du programme de diversification de l'économie de l'Ouest, avait dit que les décisions au sujet de l'Ouest devaient se prendre dans l'Ouest. Le projet de loi